

THÈMES 2007 - 2008

Congrégation

Traite des femmes

*Lutter contre la demande de traite
à des fins d'exploitation sexuelle*



Provinces

Esther-Blondin



Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours



Saint Joseph



Saint Marie



Immigration

Traite des femmes



Encore la traite des femmes ??? «Oui, encore ! », ont répondu les 850 supérieures générales à la plénière de l'UISG qui les réunissait à Rome, en mai 2007. De plus en plus conscientes de l'ampleur et de la complexité de ce dossier auquel elles ont donné priorité depuis 2003, les membres de l'Union

internationale des Supérieures générales nous interpellent à nouveau. Incluant cette réalité parmi d'autres portées à leur réflexion, elles nous invitent à la « lire avec les yeux de Dieu et dans nos cœurs de femmes », et à « chercher quelle réponse prophétique donner à la détresse de millions d'immigré(e)s, de déplacé(e)s, **d'enfants et de femmes victimes du trafic humain**, en quête de conditions de vie plus humaine ».

Comment rester sourdes à cette convocation? Certes, nous reconnaissons que la réflexion des SSA sur ce thème a déjà suscité, dans la Congrégation, multiples prières et actions en solidarité avec les victimes de ce fléau mondial. Nous sommes aussi témoins que notre collaboration avec divers organismes engagés à relever ce même défi, a provoqué un impact insoupçonné jusque là. Aujourd'hui encore, nous arrivent, d'ici et là, des échos d'engagements pleins d'espoir qui nous disent de « ne pas lâcher prise », car ensemble, on avance ! Savez-vous que ?...


- Tous les partis politiques norvégiens font maintenant consensus autour d'un projet de loi appelé à criminaliser l'achat de services sexuels, plutôt que de cibler les femmes victimes de la prostitution (cf.: Liste de diffusion CATW-L). Ce succès provient sans aucun doute d'un patient travail de terrain par des lobbyistes secondées par des conférencières émérites dont Gunilla Ekberg que certaines d'entre nous ont entendue à Montréal. Pouvons-nous espérer que cette solution, auparavant appliquée en Suède uniquement, fasse boule de neige dans le reste de la Scandinavie, en Europe, voire qu'elle traverse l'Atlantique jusqu'à nous?...

- En juin dernier, l'honorable Diane Finley, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration au Canada, a présenté de nouvelles mesures destinées à aider les victimes de la traite des personnes emmenées de l'étranger au Canada. Ces nouvelles mesures prolongent la durée du permis de séjour

temporaire de 120 à 180 jours. Cette prolongation offre également aux victimes la possibilité de demander un permis de travail. Les victimes pourront bénéficier de soins de santé, y compris des soins médicaux et des services de counselling. Même les frais, ordinairement exigés pour ces permis initiaux de séjour et de travail, seront éliminés.

- Aux États Unis, l'Acte sur la protection des victimes de la traite expire en octobre. Les évêques pressent le Congrès d'intervenir. «L'Acte doit être reconduit, adéquatement financé et agressivement implanté», stipule Mgr Gerald Barnes de San Bernardino, Californie, président du comité épiscopal sur la migration. Il souligne que plus de 700 000 personnes sont victimes de la traite chaque année. Dans sa déclaration, Mgr Barnes précise que les évêques veulent attirer l'attention des catholiques et autres personnes de

bonne volonté ; il affirme que « nous devons travailler ensemble, Église, état et communauté :

- pour éliminer les causes premières et les marchés qui permettent aux trafiquants de se multiplier, 
- pour guérir ceux et celles qui survivent à ce crime,
- et pour assurer qu'un jour prochain, la traite des êtres humains disparaisse de la surface de la terre. »

N'est-ce pas ce à quoi nous essayons de travailler depuis au moins trois ans ?

- Plus de vingt-cinq congrégations religieuses réparties dans le monde ainsi que certains de leurs collaborateurs ont pris une position collective contre la traite. Nous joindrons-nous à ce groupe dans un avenir rapproché???
- Au Niger, ce qui en 1999 était un rêve est devenu réalité. En effet, une maison d'hébergement vient d'ouvrir ses portes pour y accueillir les victimes de la traite rapatriées dans leur pays. Plusieurs organisations africaines et européennes ont contribué à la réalisation de ce projet dont, l'*Union des Supérieures Majeures d'Italie* et la *Fondation hollandaise des Religieuses contre la traite des femmes aux Pays-Bas*. La construction et l'ameublement du Centre ont été rendus possibles grâce à l'aide de *Caritas Italie*, de la *Conférence des évêques d'Italie* et de *Mission Achen*. Cependant, le plus difficile reste à faire, soit la réhabilitation et l'intégration des personnes qui ont été exploitées et qui portent en elles le sentiment d'une très grande blessure émotionnelle et d'un traumatisme psychologique profond. (Stop Trafficking, September 2007, Vol. 5, No 9, p. 9)

**Mais l'action doit se poursuivre
et la prière la soutenir...**

Prière
Information
Lobbying
Pétitions
ETC...

car il reste du pain sur la planche...

À preuve . . .

- Las Vegas est devenu un aimant pour l'exploitation des femmes. En effet, selon la psychologue et chercheuse Melissa Farley, cette ville est « l'épicentre nord américain de la prostitution et de la traite pour services sexuels ». C'est le lieu où des dizaines de milliers de femmes et filles sont détruites par la vaste et étonnante organisation de la traite pour des services sexuels. Les prostituées sont impitoyablement contrôlées par les «pimps», les propriétaires du club et les trafiquants. Les légions de femmes asiatiques que l'on retrouve à Las Vegas, dans les salons de massage ou les services d'escortes, ne proviennent pas toutes des villes périphériques des États-Unis (Extracts from *Telegram& Gazette*, Sept 6. 2007). Tirons nos conclusions...
- Actuellement, le Canada a de meilleures lois ou mesures pour traquer les trafiquants et pour protéger les victimes de la traite des humains. Mais c'est autre chose dans la pratique... Plusieurs cas auraient été signalés qui témoignent que trop d'agents ne suivent pas la loi, n'utilisent pas les mesures mises en place, ou n'informent pas les victimes de

leurs droits et des services qui peuvent leur être offerts au Canada. C'est ainsi que quatre coréennes auraient été arrêtées dans un salon de massage. Les quatre auraient affirmé qu'elles étaient là volontairement et qu'elles désiraient être déportées. Sans pousser plus loin leur enquête, les agents ont pris les mesures de déportation. En Corée, le gouvernement coréen a fait enquête et il a découvert un réseau de dix-sept trafiquants qui avaient exploité ces femmes, victimes de la traite. Une enquête un peu plus sérieuse des instances policières aurait certes permis de découvrir qu'elles étaient des victimes.



Suite au rapport publié le 2 février 2007 par le Groupe d'experts inter-gouvernemental réuni sous l'égide des Nations Unies, un pasteur de l'Église Unie écrivait : « les scénarios alarmants (décrits dans ce rapport) concernant les effets des changements climatiques sur les personnes, les animaux, et les plantes devraient inciter chacun(e) de nous à faire tout son possible pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et venir au secours des populations déjà touchées par les intempéries, la sécheresse, les inondations et l'élévation du niveau des mers » (cf. *Aujourd'hui, Credo*, mars 2007, p. 22). Mais au juste, en quoi consiste un effet de serre et le réchauffement climatique ? Quel lien existe-t-il entre ces deux éléments?

Provinces

Des provinces ont choisi de réfléchir sur un second thème ou encore, d'être attentives à ce qui se passe dans leur milieu pour s'impliquer là où il y a « des vides à combler ».

Justice en bref développera ces thèmes en utilisant le matériel que les provinces lui feront parvenir. Ce matériel peut être constitué d'une information liée au dossier, de la description d'une activité, d'une référence à un texte sur le sujet... *Justice en Bref* ouvrira aussi les yeux pour trouver des éléments qui peuvent intéresser leurs lecteurs et lectrices sur ces différentes problématiques.

La page couverture illustre les thèmes privilégiés par les provinces. Dans chaque Bulletin, les provinces seront identifiées, s'il y a lieu, par ces symboles. Le présent numéro se concentre sur l'**environnement** et les **changements climatiques**. Ce sujet sera, au cours du premier semestre, au cœur de la réflexion des sœurs et des associés-es de la province Esther-Blondin (Québec).

L'effet de serre est un mécanisme *naturel* et *nécessaire*. En effet, la surface de la terre est réchauffée, grâce à l'absorption des rayons chauffants (infrarouges), par les gaz d'origine naturelle de son atmosphère, ce qui donne une température moyenne de 15°C ; sans cet effet de serre, la température moyenne serait de 18°C sous zéro. Quant au réchauffement climatique, il est directement relié à l'augmentation vertigineuse des gaz à effet de serre d'*origine humaine* (gaz carbonique, oxyde nitreux, méthane, etc..) qui détruisent la couche d'ozone, d'où son caractère extrêmement *néfaste*. Le gaz à effet de serre le plus problématique est le CO₂ à cause de sa quantité, de sa capacité d'absorption des rayons infrarouges et de sa stabilité. Il a une durée de vie presque infinie (Inspiré de Nga Ho Duc, dans *à 4 mains*, bulletin trimestriel de la Pastorale sociale de CDN, p.3).

Les automobilistes et les pétrolières, souvent pointés du doigt, sont-ils les seuls coupables de cette situation ? Faisons le tour de notre propre jardin et cherchons comment nous pouvons, nous aussi, contribuer à diminuer l'émission de gaz à effet de serre en changeant simplement nos habitudes.

Quelques suggestions tirés du même article

- utiliser un couvercle pour faire bouillir l'eau ;
- décongeler les aliments à l'air libre ;
- faire fonctionner le lave-vaisselle et la laveuse lorsqu'ils sont remplis ;
- en hiver, placer des matériaux isolants au bas des portes ;
- profiter des ouvertures côté soleil pour chauffer naturellement l'habitat, ouvrir les tentures dès le matin ;

Pouvez-vous en ajouter ?...



Sœur Marie Zarowny a représenté la Congrégation des SSA au Conseil d'administration d'UNANIMA International jusqu'au printemps dernier. Vous vous rappelerez sans aucun doute le récit de l'expérience que UI lui a permis de vivre en accompagnant, au printemps dernier, deux haïtiennes à la 51^e Commission des Nations-Unies sur le Statut des femmes. Sœur Marie est désormais supérieure provinciale de Saint Joseph et cette responsabilité ne lui permet pas de continuer son engagement avec UI. Un sincère merci pour ce service qu'elle a rempli, comme toujours, avec générosité et efficacité.





La supérieure générale en conseil a choisi sœur Rita Larivée pour remplir désormais cette responsabilité. Rita est actuellement rédactrice en chef et éditrice du National Catholic Reporter (Reporter national catholique). Ses études, tout autant que son expérience, seront un précieux apport pour UI. La Congrégation, à nouveau, sera très bien représentée à ce conseil d'administration où les seize congrégations membres de UI ont une déléguée. La plupart des membres viennent des États Unis et du Canada ; ensemble, ces congrégations regroupent autour de 16 000 membres répandues dans le monde entier, engagées dans une grande variété de ministères.



Conseil d'administration de UNANIMA International

À la suite de la première rencontre à laquelle elle a participé, sœur Rita a envoyé au Bureau de Justice sociale un rapport dont nous vous partageons quelques points :

- Depuis quelques années déjà, UI travaille sur la traite des femmes et des enfants.
- L'an dernier, UI a commencé l'élaboration d'un programme d'éducation afin de mettre fin à ce genre de demande qui constitue la forme la plus répandue d'esclavage contemporain.
- Le matériel pédagogique devrait être prêt pour le début de 2008. Ce programme d'éducation sera alors diffusé auprès des congrégations religieuses et de leurs collègues.

Pourquoi s'attaquer à la demande ? C'est que les personnes qui travaillent avec les victimes ont pris conscience que les femmes trafiquées vivent un tel traumatisme qu'il est pratiquement impossible de les réintégrer par la suite dans une vie sociale normale. Il faut enrayer ce fléau en travaillant à réduire les profits qui encouragent cette forme d'exploitation. Prière, ateliers et actions auprès des gouvernements seront mis à contribution pour promouvoir cet objectif dans le monde entier.

Date de tombée des articles
pour le prochain numéro :
23 novembre

Pour nous joindre

Denise Caron, s.s.a.
Diane Boudreault
Téléphone : 514-637-3783, poste 216
Télécopie : 514-637-6864
Courriel : ssajust@ssacong.org